Brevets—Loi

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: Est-ce une manière de parler des travailleurs canadiens?

M. Murphy: Telle est la situation. Voilà ce qui préoccupait les conservateurs de l'arrière-ban. Ils n'ont pas parlé du chômage ou des problèmes de leurs circonscriptions. Ils s'inquiétaient hier soir à propos des reportages de l'émission *The National* de Radio-Canada. Or, voici qu'à 10 heures ce matin, à l'ouverture de la séance, on nous présente une motion qui permet à l'opposition de prolonger le débat d'une autre semaine, alors que nous n'en avions pas l'intention. Je ne serais pas fâché que l'un de nos députés puisse intervenir à nouveau. En effet, le gouvernement vient d'accorder à chacun le droit de faire un autre discours.

Nous ne voulons pas bloquer le projet de loi. Nous allons honorer notre parole malgré la provocation et la maladresse du nouveau ministre. Son initiative est aussi stupide qu'inutile, voire impardonnable, dans une certaine mesure, et j'espère qu'il présentera ses excuses aux députés.

M. Beatty: J'espère que vous présenterez les vôtres aux travailleurs canadiens.

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Madame la Présidente, je parlerai brièvement tout à l'heure des tactiques du gouvernement mais, d'abord, j'ai quelques mots à dire au sujet de la motion principale qui rejette la majorité des modifications que le Sénat propose d'apporter à la Loi sur les brevets.

Cette mesure me rappelle l'histoire d'une femme de Vancouver qui, il y a quelques années, avait épousé un bûcheron du littoral avec qui elle était allée vivre, dans son camp situé dans une petite anse isolée de la Colombie-Britannique. La première semaine, elle décide de faire une surprise à son mari et de lui fabriquer du bon pain frais. Par malheur, la pâte ne lève pas comme il se doit. Pour échapper aux moqueries de son mari, elle préfère s'en débarrasser avant le retour de ce dernier. Elle jette donc le pain à la mer. La pâte, qui n'a pas levé, refuse également de couler. Elle est emportée par la marée, mais à peu de distance. A la marée montante, voilà que le mélange réapparaît. Si bien qu'à son retour, le mari a été intrigué par cette masse dégoûtante qu'il avait sous les yeux. Pendant encore plusieurs jours, la marée allait entraîner le pain au large puis le ramener aussi vite.

M. Beatty: Oui, mais elle avait jeté son pain à l'eau.

M. Manly: Voici qu'on nous ramène le projet de loi C-22, alors qu'on aurait dû l'achever proprement.

Je suppose que je devrais féliciter le gouvernement d'avoir réussi quelque chose de remarquable avec le projet de loi C-22. Il s'agit peut-être de la plus importante réalisation du gouvernement au cours des trois dernières années. C'est quelque chose qu'aucun de nous n'aurait pu prévoir. Avec le projet de loi C-22, le gouvernement a redoré l'image du Sénat. Seul un gouvernement conservateur réactionnaire à la solde de l'Oncle

Sam et de l'industrie pharmaceutique américaine pouvait réussir à donner bonne figure à cette vieille relique antidémocratique du XIX^e siècle colonial remplie de libéraux nommés par népotisme. Le gouvernement est arrivé à faire cela et je l'en félicite.

Le gouvernement a maintenant annoncé la clôture. Cela n'a rien d'étonnant. A chacune des étapes de son étude, le gouvernement nous a imposé ce projet de loi au moyen d'une espèce de clôture ou d'allocation du temps. Les conservateurs n'ont pas permis un débat approfondi de cette question. Ils ont dû recourir à une espèce de clôture pour en forcer l'adoption.

Tous, députés de l'opposition comme députés ministériels, nous voudrions bien profiter encore un peu de l'été. Nous ne tenons pas à prolonger le moindre débat. Toutefois, les néodémocrates tiennent à ce que les questions soient bien examinées et, même si je souhaite personnellement retourner dans ma circonscription de l'île Vancouver et y profiter du soleil, des plages et des paysages magnifiques, je ne vais pas abdiquer ma responsabilité de critiquer un projet de loi qui est aussi contraire aux intérêts des Canadiens en général.

Ces derniers jours, quelques personnes sont venues manifester sur la colline du Parlement en faveur du projet de loi C-22. Je ne doute point de leur sincérité, même si je crois savoir que leur pèlerinage a été en grande partie commandité par les sociétés pharmaceutiques. Les conservateurs prétendent que cette manifestation démontre un appui solide de la masse en faveur du projet de loi C-22. Si c'était vraiment le cas, le gouvernement tiendrait à laisser le mouvement prendre un peu d'ampleur avant de l'étouffer par la clôture du débat. Si cette mesure était si populaire, ne serait-il pas tout naturel que le gouvernement veuille montrer aux Canadiens que l'opposition fait de l'obstruction systématique?

• (1030)

Le gouvernement invoque plutôt la clôture parce qu'il ne veut pas que la population suive les délibérations. Il sait que plus les Canadiens en apprendront sur ce projet de loi, plus ils s'y opposeront. La manifestation organisée l'autre jour n'est que de la poudre aux yeux et ne suffit pas à convaincre le gouvernement qu'il a véritablement l'appui de la population.

Nous avons exposé à maintes reprises les vraies raisons de ce projet de loi. Il est le hors-d'oeuvre qui met les intérêts américains en appétit pour la grande bouffe du libre-échange. Un peu d'histoire aidera peut-être à comprendre. Jusqu'en 1969, les Canadiens étaient, du monde entier, ceux qui payaient les médicaments le plus cher. Ce projet de loi ramènera cette époque.

Madame la Présidente, je termine sur ces mots de Joe Wallace:

Ours is a sovereign nation

Bows to no foreign will

But whenever they cough in Washington